

## L'idée républicaine et les mondes ruraux Histoire d'une relation singulière

### Introduction

Dans l'ordre du discours et des symboles, la République française semble porter une attention toute particulière à ses campagnes. La défense des intérêts agricoles donne lieu à des bras de fer internationaux, les manifestations des producteurs demeurent parmi les plus dures sans toujours faire l'objet de condamnations fortes. Le Salon de l'agriculture constitue l'un des passages obligés du personnel politique national. Le Sénat est régulièrement critiqué pour son excessif conservatisme et sa composition qui renvoie à une France rurale plus qu'à la France des métropoles. Le paysage et l'environnement retiennent l'attention de l'opinion, rapidement prête à se mobiliser pour protéger des espaces au titre de leur caractère patrimonial car les campagnes sont désormais investies d'une fonction mémorielle... Ces éléments perpétuent l'alliance qui a présidé à l'établissement de la République en France dans les années 1870-1880.

Dans l'imaginaire national, c'est un moment fondateur du pacte qui continue, par delà les décennies, à constituer les soubassements de la société française. Si la III<sup>e</sup> République demeure une telle référence, c'est

- parce qu'elle établit la démocratie représentative fondée sur la souveraineté nationale ;
- parce qu'elle fait des principes de 1789 les fondements du régime (liberté, égalité civile, fraternité, Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen) ;
- parce qu'elle établit une politique scolaire primaire nationale, publique, en relation avec la promotion de la laïcité comme principe premier du vivre ensemble républicain.

Or, par-delà ces points, les conditions de l'établissement de la III<sup>e</sup> République continuent d'interroger les historiens. Ainsi, dans un régime dont l'élite proprement républicaine n'est d'abord ni majoritaire ni essentiellement rurale, la place des ruraux est réévaluée (voir James R. Lehning, *Peasant and French*, Cambridge, 1995, 239 p.)

L'objet de cette intervention est d'examiner la nature des relations entre l'idée républicaine et les mondes ruraux en France au moment où ces relations se définissent. Il s'agit d'éclairer l'ambiguïté du regard porté par la République sur les ruraux, regard qui sait flatter l'électeur au nom de la démocratie représentative tout en le méprisant, le négligeant au mieux, au nom de son ignorance ce qui fragilise à long terme le pacte républicain.

## 1. Une République de terriens

**1.1. La République naît d'un compromis entre les républicains modérés et d'autres notables** hostiles à l'Empire( recherches de la thèse : une relecture des débuts de la République s'impose, l'égalité étant seconde). Les premiers sont attachés à la liberté des individus et les seconds sont attachés à la liberté des localités contre un pouvoir central dont l'emprise s'est accru sous le Second Empire (en témoigne les commissaires de police cantonaux). Le libéralisme peut rassembler ces deux tendances qui par ailleurs s'effraient des menées des mouvements qui revendiquent l'établissement d'une République démocratique et sociale marquée par la souveraineté du peuple, le mandat impératif et la représentation directe.

Parmi ceux qui partagent ces vues se trouvent des ruraux héritiers des démocrates socialistes des années 1845-1850, ceux qui sont connus pour être les partageux, les rouges... Le Second Empire les a pourchassés et condamnés. Beaucoup sont par ailleurs passés dans les centres industriels où ils ont alimentés les premières générations de militants ouvriers. Beaucoup conservent le souvenir de leur soumission à des notables tout puissants : **ainsi les paysans d'Alain de Monéys en Dordogne** saisissent l'annonce du déclenchement de la guerre contre la Prusse pour massacrer celui qui incarnait le propriétaire tout puissant. **Beaucoup de paysans de Dordogne avaient soutenu les rouges en 1849 dans leur département** mais beaucoup s'étaient senti trahi par une République devenue rapidement modérée qui n'avait pas hésité à démettre les administrateurs acquis à l'idée républicaine. Par ailleurs, dans ce département, l'un des élus démocrates socialistes de 1849, Marc Montagut, se montre aussi intransigeant que les autres propriétaires avec ses métayers ce qui tend à interroger ces derniers sur le sens d'un engagement républicain.

La République du début des années 1870 se définit par son attachement à l'ordre social enraciné depuis la Révolution de 1789 dans la propriété qui fonde l'autorité politique à l'échelle locale et nationale. Dans le contexte de la défaite contre la Prusse, la terre représente aussi une source de richesses (agricoles et minières) pour redresser la Nation.

Par ailleurs, les séquelles de la commune et la peur de l'agitation socialiste dans les centres manufacturiers se traduit par une survalorisation des campagnes dont l'image alimente l'univers symbolique de la jeune république.

### 1.2. La campagne idéalisée au service de la République

Reprenant des thèmes déjà à l'œuvre sous la Révolution, les républicains épousent les vues de Gambetta (discours de Bordeaux, 26 juin 1871) selon lesquelles la petite propriété est « moralisatrice » car elle apprend l'attachement à la mère patrie et donne naissance à des soldats-laboureurs dont Nicolas Chauvin est l'incarnation. (Gérard de Puymège, *Chauvin, le soldat laboureur. Contribution à l'étude des nationalismes*, Paris, Gallimard, 1993). Il s'agit de régénérer la Nation en mettant en avant le travail de la terre, le sens de l'effort, de la sobriété, de l'épargne, de la vie au grand air (qui prépare le modèle de la gymnastique à l'école et des bataillons scolaires).

La République proclamant la liberté et l'égalité de droit libère les paysans des servitudes ce qui légitime les sacrifices civiques des mêmes paysans. L'instruction insiste d'ailleurs sur la filiation entre 1789 et la III<sup>e</sup> République pour souligner, dans un à-peu-près peu gênant que c'est la glorieuse révolution qui a libéré les paysans.

Les nationalistes sont prêts à louer eux-aussi les campagnes. Paul Déroulède vante l'humble laboureur prêt à mourir pour défendre la Nation. Cette image est même susceptible de rassembler ceux qui très nationalistes pensent que la Nation doit s'enraciner dans la terre des ancêtres (*La Terre et les Morts de Maurice Barrès 1925*). La promotion de la terre se traduit en 1885 par la création du Mérite agricole par Jules Méline, ordre calqué sur la Légion d'Honneur. Le même Méline s'inquiète de la société urbaine où l'ouvrier est l'incarnation du vice, où l'anarchie guette et produit des assassins vagabonds. De là aussi, la promotion d'une littérature édifiante comme la *Terre qui meurt* de René Bazin (1899), académicien qui exalte sous la Première Guerre mondiale la valeur de laboureurs que la boue des tranchées n'effraient pas plus que la mort qui les ensevelis dans les champs.

La cérémonie du 11 novembre 1920 incarne à merveille la mise en scène de l'alliance républicaine et rurale : en ce jour est célébré le cinquantenaire de la République par la translation du cœur de Gambetta au Panthéon puis par l'inhumation du soldat inconnu sous l'arc de triomphe. La France est représentée par des symboles comme les chênes, des roses trémières, un coq, des fleurs, la moisson, la vendange et un tank est transformé en tracteur pour traduire le retour à la terre. Pétain quant à lui, ne cessera jamais de répéter que le citoyen est un inconstant alors que le cultivateur doit constamment « prévoir, calculer, lutter »...

Cependant, la valorisation des campagnes et la valorisation des vertus des ruraux (que même l'art traduit à l'heure de l'impressionnisme) prend des formes différentes dans la pratique du gouvernement.

## **2. L'action du pouvoir central**

### **2.1. L'héritage administratif**

L'établissement de la République ne signifie pas le renouvellement de l'administration. La structure administrative française s'est approfondie depuis les années 1790. Par-delà les changements de régime, les bureaux assurent l'application des lois en France. Ils incarnent la mémoire d'une autorité publique centralisée dont les relais dans les départements sont surtout les préfets. La hiérarchie administrative vise à transmettre dans les moindres parties du pays les lois traduites en circulaires. Elle permet aussi de faire parvenir au cœur du pouvoir une masse de renseignements sur l'état de l'opinion. Deux niveaux se distinguent cependant autour des préfets, véritables maîtres dans leur département dans la mesure où ils parviennent à s'entendre avec les personnalités puissantes des lieux. **L'important pour le pouvoir central** est 1) qu'aucun mouvement, qu'aucune révolte ne vienne troubler une région (sinon c'est le signe de l'échec du préfet) 2) que les élections soient favorables au pouvoir en place. Peu importe, dans ce contexte comment le préfet s'y prend, seul compte le résultat (appui électoral, octroi de subsides...). La pratique de la candidature officielle recule devant des pratiques plus cachées (pressions financières, affiches

différentes (vois Christophe Voillot, *La candidature officielle de la Restauration à la Troisième République*, PUR, 2005)

De la même façon, au moment des élections, les ruraux savent jouer des candidats pour s'engager à voter pour ceux qui sont en mesure de leur apporter des subsides ou répondre à une attente. Du point de vue républicain, ce comportement a souvent été interprété comme une immaturité des ruraux si ils votaient pour des adversaires de la République. En fait, comme le démontre James Lehning, une vraie stratégie existe entre les ruraux et les candidats qui se présentent à eux. Dans la Loire, comme dans beaucoup de départements, la République a acheté les suffrages des ruraux en mettant en avant la perspective de bénéficier de subsides ministériels pour développer des projets d'équipements. En Lozère, jusque tard dans les années 1930, l'administration fait pression sur les électeurs en distribuant aide sociale, emplois publics, subsides pour faire élire des candidats républicains (voir Yves Pourcher, *Les maîtres du granit. Les notables de la Lozère*, Plon et Marc Abélès, *Jours tranquilles en 89. Le canton de Quarré-les-Tombes*).

Unifier la Nation et républicaniser l'opinion passe ainsi par des efforts des administrations et de l'élite républicaine en direction des populations.

## **2.2. Former un Peuple de citoyens**

- 1) Rôle de l'École pour apprendre à être dévoué à la patrie
- 2) Rôle de la caserne pour développer une culture commune.
- 3) Lutte contre les particularismes linguistiques, coutumiers (dans les Pyrénées par exemple, ou contre la vaine pâture 1893)

## **2.3. Rationaliser la dépense publique**

Dans le même temps, le contrôle budgétaire s'affine. Tous les gouvernements sont à la recherche des dépenses les plus faibles pour contenir les prélèvements fiscaux. C'est un héritage du premier XIXe siècle. Depuis Royer-Collard : la raison de l'impôt, c'est la dépense. La raison de la dépense, c'est le service. L'administration est sommée de réduire le coût de son activité. **Conformément à cette logique**, les gouvernements successifs ont pris l'habitude – maintenue sous la République – de faire financer une part importante des infrastructures d'équipement par les budgets locaux : exemples : les maisons communes qui accueillent les écoles (1833) ; les chemins vicinaux (1831 et 1836) ; les chemins ruraux (années 1880 avec l'aide parfois de l'Etat).

La République finance cependant de nouveaux services comme le salaire des instituteurs (même s'ils sont faibles selon la justification de Jules Ferry lui-même) mais entend faire peser l'essentiel de l'effort sur les finances communales et départementales.

## **3. Par delà l'idéologie, une méfiance se maintient à l'égard des ruraux**

### **3.1. Des rustres difficiles à civiliser**

Indépendamment de l'idéologie, demeure l'image de ruraux mal dégrossis que véhiculent des textes comme *La Terre* de Zola (1886). Gambetta lui-même affirme dès 1871 que si les valeurs des laboureurs sont dignes d'être promues valeurs nationales, la masse des ruraux n'est pas prête à participer au gouvernement de la République. C'est une masse mineure, soupçonnée d'être bonapartiste, puis boulangiste, puis beaucoup trop marquée par le catholicisme ou par la soumission aux châtelains.

Dans l'Aveyron, le Lot, la Corrèze, beaucoup de ruraux expriment leur méfiance à l'égard de la devise républicaine s'interrogeant sur le sens de la liberté si quelques représentants seulement font la loi. Louis de Bonald développait cet argument dans ses *Réflexions sur la Révolution de 1830*. L'égalité semble un vain mot, susceptible de pousser nombre de manouvriers dans la revendication. Les années 1890 voient fleurir un syndicalisme d'ouvriers agricoles qui inquiètent les notables. Va de paire avec le refus d'une République des messieurs

l'atmosphère intellectuelle renforce d'ailleurs l'idée que les ruraux, majoritairement des paysans, sont, par essence, incapables de culture. Ainsi, les historiens de la Révolution comme Aulard (*Histoire politique de la Révolution française*) décrivent les paysans comme des forces d'Ancien Régime, soumis aux obscurantistes. Albert Mathiez fait des paysans les principaux ennemis des progrès politiques (*La Révolution française*). Chez Jean Jaurès, les paysans sont de la même façon des forces archaïques qui ne peuvent conduire le pays vers un mieux. Chez lui, comme chez beaucoup d'autres, la liberté ne peut venir que de Paris, et des classes ouvrières, héritières des sans-culottes. Seul l'instinct, la colère soudaine, mettent en mouvement les ruraux. leur passion sont pleinement passion, elles sont irréflechies.

De là, indépendamment des tentatives pour faire comprendre la nature de la vie *d'un simple* (Eugène Guillaumin) ou d'un *Croquant* (Eugène Leroy),

### **3.2. La culture n'est pas rurale mais citadine**

au début du XX<sup>e</sup> siècle s'enracine l'idée que la conduite des affaires publiques est hors de portée de la masse des ruraux. Le progrès ne peut venir que des efforts des élites urbaines, dont le savoir seul est source de modernisation du pays. Ainsi l'historien Charles Seignobos note que la culture entre dans les campagnes de la Troisième République grâce à l'ouverture des marchés impulsée par les autorités du pays. Les paysans, en somme, ont toujours été incapables de faire leur bonheur. Seule la ville est source de progrès.

De là aussi, un recrutement privilégié des élites parmi les habitants des bourgs et des grandes villes. L'école est cependant accessible à tous ceux... qui en auront le désir, les moyens et les capacités qui font justifier de la **méritocratie** qui cache le plus souvent une profonde inégalité de moyens initiaux dissimulé par la mise en avant de la vertu suprême qu'est le travail et l'effort jusqu'au renoncement.

Enfin, les paysans, les campagnards, sont fatalistes face à l'ordre du temps (à l'opposé de l'idée de progrès). Les difficultés les écrasent. Ils doivent être conduits. Cela légitime une représentation urbaine.

### 3.3. La tentation du clocher

Le stéréotype se diffuse de l'incapacité des ruraux à défendre autre chose qu'un intérêt immédiat. L'égoïsme remplace la solidarité.

Les folkloristes partent à la recherche des différences de la France pour souligner le rôle unificateur de la culture nationale républicaine, seule capable de rassembler ceux que les historiens décrivent par ailleurs comme les descendants des tribus gauloises qui ont perdu face à César car leur union était trop fragile. Il faut veiller, dans l'intérêt de la nation à ce que cela ne se reproduise pas face à la Prusse !

Conclusion :

1) Un pacte républicain des années 1870 fondé sur l'idée mal définie de liberté ce qui autorise les uns à penser à l'individu, les autres à des provinces sous la direction d'une élite notabiliaire.

2) Le poids des notables se perpétue sous la République avec la défense de leur autorité et la limitation des actions de l'Etat central en dehors de ce qui sert la puissance (armée, politique douanière). Pour le reste, les notables se chargent des écoles professionnelles et de la définition du droit du travail, où le pouvoir central ne doit pas intervenir. Ainsi s'explique que les rapports de force soient la source de ce même droit.

3) L'administration centrale ne peut entendre que ceux qui servent son autorité et ceux qui proposent une action qui ne coûte rien.

Fabien Gaveau, Docteur en histoire contemporaine,

Membre du [CESDIP](#), CNRS UMR 8183 - Ministère de la Justice,

Membre associé au [SEREC](#) (Laboratoire d'études rurales de l'Université Lyon II),

Professeur agrégé d'histoire.